

Les élections communales seront tendues

- Le prochain scrutin local aura lieu en octobre 2018, dans plus de deux ans.

- Mais les partis s'y préparent. Avec quelques beaux duels en perspective.

Le théâtre local des passions politiques

Les élections locales sont encore loin... Fantôme de journalistes avides de remplir leurs pages... On entend déjà les commentaires des états-majors des formations politiques. Pourtant, oui, 2018 est déjà sur la carte stratégique des partis. Les grandes manœuvres ont commencé pour la conquête des communes et des provinces, le prochain scrutin en Belgique.

Il ne s'agit pas que d'une simple répétition avant les superélections de 2019 (fédérales, régionales...): l'ancrage local est fondamental pour les professionnels de la gestion de la chose publique. Diriger une commune donne une réelle assise qui permet à celui qui en dispose de bâtir une victoire ultérieure dans une circonscription plus large.

Face à ces enjeux, la nervosité des (probables) futurs candidats aux communales est déjà visible. On vient de s'en rendre compte à Mons où Elio Di Rupo a éjecté le MR (et surtout son échevin Georges-Louis Bouchez) de la majorité. Mais l'exemple montois est loin d'être isolé.

En Région bruxelloise, en Wallonie, il est déjà clair que plusieurs communes seront un grand théâtre pour des acteurs qui rejoueront les classiques des passions humaines: la volonté de revanche (Molenbeek, Bruxelles), le choc des ego (Namur, Tournai), l'empereur trop puissant que l'on voudrait détrôner (Mons)...

Voici les enjeux et les tensions politiques dans ces villes tels qu'ils se présentent déjà aujourd'hui.

Frédéric Chardon

Mons



ELIO DI RUPO
Président du PS,
député fédéral
et bourgmestre.



GEORGES-LOUIS BOUCHEZ
Conseiller
communal MR.

Un beau récit, celui de saint Georges et du dragon

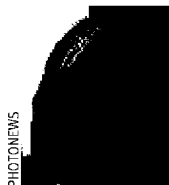
Doudou. Mons n'est pas la plus grande ville de Wallonie mais les péripéties de sa politique locale sont dignes des grands récits antiques. L'empereur déjà âgé mais refusant de céder le pouvoir – le bourgmestre Elio Di Rupo – doit résister à la fougue de son jeune adversaire qui n'a plus rien à perdre, le libéral Georges-Louis Bouchez. De retour dans la cité après quelques mois passés au Parlement wallon, il constitue une menace pour 2018. Le PS devrait rester le mâle dominant, bien sûr, mais sa majorité absolue pourrait être remise en question par la campagne radicale d'un challenger désinhibé par sa fraîche défenestration hors du collège communal. Georges-Louis Bouchez est allé à l'école Reynders et, à l'image de ce dernier, il sera tenté de mener une campagne radicale anti-PS pour un renversement de situation au forceps. Il lui reste deux ans pour fédérer autour de son nom les électeurs qui ne veulent plus des socialistes. Ironie: c'est peut-être en ayant voulu "tuer" dans l'œuf le jeune trublion MR qu'Elio Di Rupo se met en danger en 2018. Les gens aiment les belles histoires: dans le duel qui s'annonce, il y a un peu de David contre Goliath. Ou, plutôt, de saint Georges terrassant le dragon. On est bien dans la cité du Doudou. **F.C.**

Namur



BELGA

MAXIME PRÉVOT
Ministre
wallon CDH
et bourgmestre
empêché.



PHOTONNEWS

ELIANE TILLIEUX
Ministre
wallonne PS
et conseillère
communale.

A Namur, la guerre polie des ministres wallons

Capitale. Depuis la mise dans l'opposition du PS en 2006 après l'affaire Sotegec (qui impliqua l'ancien bourgmestre socialiste Bernard Anselme) et l'alliance du CDH, du MR et d'Ecolo, les socialistes namurois rongent leur frein. Avec cette particularité qui voit deux ministres wallons se faire face à l'échelon local, où le bourgmestre Maxime Prévot (CDH) semble tout emporter sur son passage face à Eliane Tillieux (PS), une cheffe de groupe, contestée par certains de ses colistiers, qui voit ses effectifs fondre comme neige au soleil (deux conseillers passés au CDH et un autre qui siège comme indépendant). Les partenaires de la majorité ne le cachent pas. S'ils le peuvent, en 2018, ils repartiront de plus belle. La seule solution pour le PS, qui garde pourtant une assise électorale forte dans la capitale wallonne, étant de convaincre l'un des partenaires de la majorité de basculer de son côté. Mais lequel? Le MR semble lié au CDH comme jamais. L'échevine déléguée aux compétences maïorales (en congé de maternité actuellement), Anne Barzin est aussi la cheffe de file des libéraux. Quant aux Ecolos, il leur faudra reprendre du poil de la bête s'ils veulent se permettre le luxe d'être courtisés. **S.Ta.**

Verviers



BELGA

MURIEL TARGNION
Bourgmestre
depuis
octobre 2015,
députée PS
à la Communauté
française.



CDH/MR

MARC ELSÉN
Conseiller
communal CDH,
bourgmestre
de janvier 2013
à octobre 2015.

Un match à trois entre PS, MR et CDH

Suspense. Dans l'ex-cité lainière, trois partis se tiennent dans un mouchoir de poche : 12 sièges pour le PS, 11 pour le CDH, 10 pour le MR. En théorie, chacun peut rêver au fauteuil de bourgmestre. Sauf que, depuis la photographie électorale de 2012, la donne a été bouleversée. L'ancien bourgmestre socialiste Claude Desama a pris sa retraite. La majorité CDH/MR, constituée au lendemain du scrutin, s'est écrasée en octobre 2015, laissant la place à une coalition PS/CDH. L'épisode a fait deux victimes : Freddy Breuwer et Marc Elsen. Le premier, populaire et controversé, a perdu son poste d'échevin mais aussi le titre de leader du MR verviétois, en raison de l'hostilité qu'il soulevait. Le second a été délesté du mayorat, pour redevenir simple conseiller communal. Vu la méfiance persistante entre MR et CDH, le PS devrait être le pivot en 2018. Pour autant, la partie n'est pas gagnée pour la bourgmestre Muriel Targnion. Celle-ci n'a récolté que 1386 voix en 2012, loin derrière l'un de ses colistiers, l'échevin Hasan Aydin (1595 voix). Pourra-t-elle inverser la tendance? Au CDH, un doute subsiste également. Marc Elsen fera-t-il son retour, ou l'état-major du parti préférera-t-il le jeune Benoît Pitance? Suspense aussi au MR, où les envies de come-back de Freddy Breuwer pourraient provoquer un schisme, tant sa personnalité apparaît clivante. **F.B.**

Marche-en-Famenne



BELGA

RENÉ COLLIN
CDH,
ministre wallon
de l'Agriculture.



PHOTONEWS

WILLY BORSUS
MR,
ministre fédéral
de l'Agriculture.

Guéguerre agraire entre humanistes et libéraux

Concurrence totale. Marche-en-Famenne va être le théâtre d'un combat opposant le CDH au MR. Les humanistes, très puissants, cadennassent la prospère place-forte luxembourgeoise. Mais André Bouchat (CDH), bourgmestre depuis trente ans, pourrait se retirer aux prochaines élections. Si c'était le cas, la tête de liste CDH pourrait être occupée par René Collin, l'actuel ministre wallon de l'Agriculture. Croustillant: le MR Willy Borsus, également ministre de l'Agriculture, mais au fédéral, est justement candidat bourgmestre à Marche. Il a quitté la province de Namur pour faire tomber la capitale de la Famenne entre des mains libérales. Le duel Borsus/Collin s'annonce serré. Il a d'ailleurs déjà commencé. Les deux ministres se livrent à une compétition comique liée à la concurrence directe de leurs portefeuilles. Un exemple tout récent: jeudi dernier, le ministre français Stéphane Le Foll a garanti aux agriculteurs belges transfrontaliers qu'ils continueront à toucher des aides de la PAC (Politique agricole commune). Willy Borsus, qui représentait la Belgique dans ces négociations, a annoncé cette bonne nouvelle sur les réseaux sociaux. Mais René Collin aussi: *"Nos agriculteurs continueront de percevoir les aides de la PAC pour leurs terres en France! Le ministre Le Foll m'a entendu!"* Si le choc MR/CDH s'annonce palpitant, pas sûr qu'il soit très clair pour les électeurs... **F.C.**

Molenbeek-Saint-Jean



BELGA

FRANÇOISE SCHEPMANS
Députée
fédérale MR
et bourgmestre.



IC GUILLAUME

CATHERINE MOUREAUX
Députée
bruxelloise
et cheffe
de file du PS
molenbeekois.

La fille, pour laver l'honneur du père

Duel symbolique. Sa mission: venger le père. Catherine Moureaux, fille du bourgmestre déchu Philippe Moureaux, a pris la direction de Molenbeek-Saint-Jean, l'année dernière, pour s'imposer comme la nouvelle cheffe de file du PS local. Sans doute un peu à l'étroit à Schaerbeek, elle a débarqué sur un terrain électoral qui lui est favorable. Aux élections régionales de 2014, après avoir fait campagne aux côtés de son père, elle avait obtenu un quart de ses voix de préférence sur le seul territoire de la commune. Un résultat significatif. Très présente dans les médias, Catherine Moureaux cache à peine ses ambitions. Face à elle, la bourgmestre Françoise Schepmans (MR), celle qui est parvenue à faire chuter son père après deux décennies de maïorats. Le duel s'annonce ouvert et disputé, comme en 2012, lorsque Philippe Moureaux avait obtenu 5 952 voix, contre 5 358 pour M^{me} Schepmans. Mais les deux dames ne seront en réalité que les égéries d'un combat qui se joue à un tout autre niveau. Elles seront l'incarnation d'une lutte âpre entre un MR – jugé – ultralibéral et un PS – jugé – archaïque et dont Molenbeek en serait le symbole. Ces deux étiquettes collent pourtant mal tant à Françoise Schepmans qu'à Catherine Moureaux. Mais cela, les partis s'en embarrassent peu. **A. C.**

Ville de Bruxelles



**YVAN
MAYEUR**
Bourgmestre PS.



**JOËLLE
MILQUET**
Députée
bruxelloise CDH
et conseillère
communale.

Mayor and Justice, the double challenge of Milquet

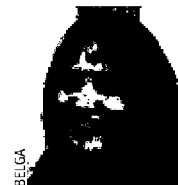
Détestation réciproque. Ces deux-là se détestent cordialement. La campagne s'annonce d'ores et déjà épique. Dure. Cruelle, sans doute. Si un coup de théâtre n'est jamais à exclure, on voit cependant mal comment Joëlle Milquet pourrait faire tomber Yvan Mayeur. Pour au moins deux raisons. La première, c'est qu'en 2012, le socialiste, actuel bourgmestre de la ville de Bruxelles, avait éjecté de la majorité le CDH de M^{me} Milquet en faveur du MR d'Alain Courtois. Et il fera tout pour lui bloquer à nouveau l'accès au collège communal en 2018. En cas de tripartie, le Défi (ex-FDF) de Fabian Maingain est fortement pressenti.

La deuxième raison concerne spécifiquement Joëlle Milquet. Elle est actuellement sous le coup d'une inculpation – qui a provoqué sa démission de son poste de ministre du gouvernement de la Communauté française le 11 avril. Si elle est condamnée avant le prochain scrutin local, sa carrière politique sera sans doute finie. Si la procédure est toujours pendante, la centriste sera inévitablement affaiblie. En revanche, si elle est blanchie, elle se présentera avec le couteau entre les dents face à l'un de ses pires ennemis politiques. La course contre-la-montre judiciaire a commencé. **A. C.**

Tournai



**RUDY
DEMOTTE**
PS, ministre-
président de la
Communauté
française,
bourgmestre en
titre.



**MARIE-
CHRISTINE
MARGHEM**
Ministre fédérale
MR, première
échevine
empêchée.

One same majority, a balance to share and yet a real fight to win

Pont des Trous. Leur affrontement aura des airs de combat des chefs en 2018. Pourtant, actuellement, bien qu'empêchés tous deux pour cause de mandat ministériel, Rudy Demotte (PS) et Marie-Christine Marghem siègent dans le même collège communal tournaisien où le premier cité est bourgmestre et la seconde, première échevine. Ils devront mener une campagne durant laquelle ils devront défendre le même bilan tout en tentant de convaincre l'électeur que chacun est le meilleur. L'un à la Fédération Wallonie-Bruxelles ou le parti de l'autre est dans l'opposition, l'une dans la majorité fédérale vis-à-vis de laquelle le PS cogne à tout-va sur le MR. Pour l'heure, à Tournai l'alliance laïque continue de tourner et on n'attend pas d'effets collatéraux de l'éviction montoise du MR par le PS. Lorsque la campagne électorale démarrera vraiment, les Tournaisiens se rappelleront sans doute la saga du "Pont des Trous" et l'arrivée controversée des demandeurs d'asile au cœur du mois d'août. Les déclarations d'alors de celui qui est bourgmestre empêché et de son échevin délégué aux fonctions municipales avaient ému. Tout semble désormais oublié. Marghem réactivera-t-elle, pour tenter de l'emporter, ces souvenirs désagréables pour le PS? **S.Ta.**